

Prolétaires de tous les pays, nations et peuples opprimés, unissez-vous !

Le quotidien du peuple

MERCREDI
17

DÉCEMBRE
1975

N° 61
1,50 F

Belgique - Luxembourg : 15F

Journal Communiste Révolutionnaire pour la construction du Parti de Type Nouveau

armée: CHIRAC POURSUIT ARRESTATIONS ET PERQUISITIONS

Hier encore ! comme depuis plusieurs jours et pour ne pas en laisser un seul sans frapper la police perquisitionne et arrête sous prétexte de «démoralisation de l'armée». Si le pouvoir espère que, sa répression devenant quotidienne, les réactions se feront plus rares, que la riposte sera amoindrie par le chlorophorme de l'habitude, ce projet inavoué échouera.

Chaque perquisition, chaque inculpation est un scandale. Après la perquisition chez Claude Bourdet, un ancien résistant, c'était hier le tour de Pierre Halbwachs, professeur à l'Université de Paris VII, d'être arrêté, tandis que d'autres perquisitions étaient effectuées dans quelques villes de France chez des militants d'extrême gauche.

Le pouvoir voudrait-il se montrer libéral en accordant la liberté provisoire à quelques inculpés ? C'est non seulement l'indice que leur dossier est vraiment mince, mais c'est surtout une énorme hypocrisie. Car des soldats de Chaumont, mis en «liberté provisoire», ont été mutés

dans un régiment de Lunéville et accueillis par 60 jours d'arrêts de rigueur. C'est une «liberté provisoire» qui se passe donc en prison, au secret, sans possibilité de contact avec personne d'autre que les autorités militaires, même pas leurs avocats.

Cela ne peut que souligner la dérobade de l'union de la gauche devant la lutte pour la défense des emprisonnés, quand elle demande «les mises en liberté conforme aux dispositions légales sur la détention préventive». Demander la «liberté provisoire» revient en définitive à supposer et donc admettre le bien fondé des inculpations, ce que nous ne pouvons tolérer. Ce n'est pas non plus seulement «la levée des inculpations devant la Cour de Sécurité de l'Etat» que nous demandons, mais l'abandon de toute poursuite devant n'importe quel tribunal qu'il soit d'exception, ou ordinaire, civil ou militaire.

Nous exigeons la libération immédiate, inconditionnelle et définitive de tous les inculpés, et l'arrêt de toutes poursuites.

nord-sud

tandis que
Giscard
prêche,
le Tiers-
Monde se
prépare à
la lutte



Hier matin, avenue Kléber, Monsieur Giscard d'Estaing a révé tout haut. Ou, du moins, il a cherché à en donner l'apparence : «L'an dernier, a-t-il affirmé, dans la tourmente des événements monétaires et économiques, nous ressentions profondément la nécessité d'une concertation internationale».

Ainsi, des événements, que l'action des hommes, des

forces sociales, des classes, ne déterminerait pas, une imprévisible «tourmente» seraient venus bouleverser la situation économique, plonger le monde dans la crise. Tous ensemble, métropoles impérialistes et pays du Tiers-Monde auraient par conséquent le même intérêt à en éviter le retour, à trouver à la maladie les mêmes solutions, grâce à un «esprit de concertation et de progrès».

Concernant les monnaies : «Il faut rechercher une stabilité accrue des relations monétaires». Mais d'où vient qu'elles ont été bouleversées ? La crise profonde de l'impérialisme, et en premier des États-Unis, qui a déterminé les premières tempêtes sur les marchés des changes, les pays du Tiers-Monde n'y ont aucune responsabilité. De même, ils ne sont pour rien

dans la poursuite de l'érosion du pouvoir d'achat du dollar, calculée au contraire pour les spolier du réajustement du prix des matières premières :

Monsieur Giscard d'Estaing fait partie des coupables, et on ne parle pas de corde dans la maison d'un pendu.

suite p. 5

portugal "restitution des terres" réclament les grands propriétaires !

voir p. 8 le reportage de notre correspondant antoine Jallieu

Restitution de toutes les terres occupées depuis le 25 avril, à leurs anciens propriétaires : c'est la motion du meeting organisé à Rio Maior par le «secrétariat national des agriculteurs».

Les petits et moyens paysans constituent la majeure partie des agriculteurs (78 %) et représentent 450 000 familles. Leur revenu mensuel est inférieur à 3 000 escudos (par comparaison, les plus bas

salaires de la construction civile sont de 3 500 escudos). Depuis le 25 avril, malgré les belles paroles démagogiques des six gouvernements successifs, leur situation s'est aggravée (augmentation des engrais, difficulté de vente de leurs produits, etc...). Ils se trouvent principalement dans les districts du nord du pays où il y a seulement 7 grandes exploitations.

suite p. 8

CLARK (Strasbourg) CRS hors de l'usine

Hier matin, vers 6 h, 300 CRS envahissaient l'usine Clark à Strasbourg pour permettre aux cadres de «travailler».

La veille, les travailleurs au bout d'un face à face qui dura plus d'une heure trente ont empêché les cadres de pénétrer dans l'usine. (les grévistes de toute manière étaient prêts à utiliser les tracteurs de déblayage avec des bennes remplies d'eau, les lances à incendie, les matraques si ceux-ci avaient voulu forcer le piquet de grève).

suite p. 5

voir en p. 3 :

**APRÈS LES NOUVELLES
ARRESTATIONS ET
PERQUISITIONS,
LES RÉACTIONS DES
TRAVAILLEURS
DESECTIONSCGTETCFDT**

la vie du journal

dans notre courrier

DEVENEZ CORRESPONDANT DU JOURNAL

Envoyez chaque jour vos critiques, vos suggestions, vos propositions d'articles au :
QUOTIDIEN DU PEUPLE
en téléphonant au :
208 65 61 paris
de 8 h. 30 à 13 h.

APRES LE COMMUNIQUÉ DE LA SECTION CFDT DE L'HOPITAL LARIBOISIÈRE

J'ai été intéressée par le communiqué de la section CFDT de l'hôpital Lariboisière, du Quotidien du Peuple ce matin. Là-dessus, j'ai aussi des choses à dire. La municipalité PS de Besançon a lancé depuis la rentrée à grand renfort de publicité : l'OPS, «opération jeunes». En langage clair, il s'agit de la mise en place d'un nouvel organisme de «pré-formation», réservé aux jeunes qui sortent de l'école à 16 ans sans formation et recherchent du travail. L'an dernier, la municipalité a loué (fort cher d'ailleurs) les services d'un organisme pour mener une enquête (auprès des patrons) sur la possibilité d'une telle opération et pour en jeter les premières bases.

En quoi consiste cette opération démagogique : un stage de 3 mois, avec en alternance stage en entreprise et stage en école. C'est-à-dire, pendant 3 mois donner l'illusion aux jeunes qu'ils ne sont pas chômeurs, tout en offrant aux patrons concernés des ouvriers gratuits (les 300F par mois reçus par les jeunes étant aux frais de l'organisme formateur).

Le but avoué de cette opération : évidemment, il n'est pas question en 1 mois et demi de stage pratique de «former» réellement le jeune, mais de lui permettre de «mieux s'insérer dans son nouveau milieu social», d'apprendre à «connaître l'entreprise». Quant au stage théorique, il doit permettre d'apprendre des choses «simples», «à la mesure des possibilités de ce jeune, peu enclin aux connaissances intellectuelles», c'est-à-dire apprendre à écrire une demande d'emploi, remplir une feuille de Sécurité Sociale...

Aujourd'hui «l'opération formation jeunes» est en route. L'enquête a été concluante. Les patrons de la région ont accueilli l'initiative à bras ouverts, tel ce secrétaire du CNPF qui propose d'enrichir le projet et d'établir dans le cadre du stage des dialogues «patrons-ouvriers». Je travaillais à l'époque dans l'organisme enquêteur. Voilà ce que j'ai vu. C'est un scandale.
Besançon

A PROPOS DE LA PAGE «SANTÉ»

Dans la page santé du Quotidien du Peuple de samedi 6, je ne suis pas d'accord avec l'article intitulé «la croissance de la consommation médicale». D'abord, il est difficile à comprendre pour un non-initié ; il aurait été beaucoup plus simple de faire un tableau, un graphique avec des explications plutôt que de faire des grandes phrases qu'il faut relire trois fois avant d'en comprendre le sens.

Ensuite, il n'est pas normal qu'il y ait encore dans le QdP des passages aussi stéréotypés que le dernier paragraphe de cet

C'est vrai que l'article n'était pas suffisamment clair. Cela dit, nous ne pensons pas qu'un graphique aurait suffi, puisque ce qu'il s'agissait de montrer, c'était que la consommation médicale, même accrue, est liée directement à la paupérisation, aux mauvaises conditions de travail.

Quant aux «spécialistes», nous pensons que le fait de leur donner le moyen, par l'intermédiaire du Quotidien du Peuple, de se mettre au service des travailleurs, n'est pas contradictoire avec le fait que la santé, c'est avant tout l'affaire de

article : «nouvelle croissance, nouvelle misère» où l'on trouve mêlé-mêlé Simone Veil, J.P. Dupuy, Ivan Ilitch, et le «mythe du progrès médical et scientifique continu cher au P«C»F.

La santé est une question trop importante pour qu'on la laisse entre les mains des spécialistes. (même révolutionnaires). Par contre, les 2 autres articles de la page santé sont bons, surtout celui qui donne la parole aux travailleurs.

Salut fraternel.

A.V. Asnières

masses. C'est avec quoi, les camarades «spécialistes» sont d'ailleurs entièrement d'accord.

Le Quotidien du Peuple
publication du PCR (ml)
Adresse postale :
BP 225 75 924
Paris cedex 19
CCP n°23 132 48 F Paris
Directeur de publication :
Y. CHEVET
imprimé par IPCC Paris
distribué par les NMPP
Commission Paritaire : 56 942



La carte postale : 3 F

Pour soutenir le Quotidien du Peuple, en plus des calendriers, affiches, des cartes postales sont maintenant à votre disposition. Sur le thème «les masses font l'histoire», elles illustrent les fêtes de l'Indépendance de la Guinée et du Cap Vert, et divers épisodes de la lutte du peuple portugais.
PASSEZ VOS COMMANDES !

communiqués

ALENÇON
le 17 décembre à 20 h 30
8 rue de la Sarthe
réunion constitutive d'un comité pour la libération des soldats et militants syndicaux

MEETING
Vendredi 19 décembre à 20 h 30
Salle Lancry 10 rue Lancry
Paris 10^e Métro République

- Liévin : un an après, la lutte continue
- Des patrons en prison : quelques fissures dans la justice bourgeoise
- Le capital tue tous les jours : faire la vérité, c'est permettre de développer la lutte

DÉBAT avec des travailleurs de la chimie, du bâtiment...
A l'initiative du Parti Communiste Révolutionnaire (ml)
Avec la participation du CLISACT, le Comité de Lutte des Handicapés, le Mouvement d'Action Judiciaire.

CAEN
Mercredi 17 décembre
20 h 30
Amphi A1 Vissol
Meeting débat sur l'Espagne
Participation de plusieurs militants du FRAP à l'appel de :
PCR, UCJR, CUSPE

les lecteurs en débattent

Lors de la réunion du Cercle des lecteurs du Quotidien du Peuple, la question du Sahara occidental a été posée par des lecteurs algériens. Le Quotidien du Peuple a dit qu'une guerre entre l'Algérie et le Maroc, serait préjudiciable au Tiers-Monde, les camarades ne sont pas d'accord. L'un a déclaré que déjà des volontaires algériens se battaient dans les rangs du Front Polisario. L'autre a rappelé qu'il s'opérait une réflexion chez les travailleurs marocains à partir de la Marche Verte. Au début, certains ont été trompés car tous les partis politiques au Maroc, ont appuyé Hassan II, même le parti révisionniste marocain. (Le «parti du progrès et du socialisme» a mobilisé pour la Marche Verte).

Aujourd'hui, le génocide perpétré par les tabors marocains

fait réfléchir. Dans «El Moujahid» se trouvent des listes de gens égorgés par les tabors marocains. L'Amicale des Marocains en France (AMF) pro-Hassan II, avait convoqué ses sympathisants à la porte de Clichy pour marcher sur Gennevilliers qui est le plus fort centre des marocains à Paris en soutien à la marche verte. Ils n'ont même pas été 60, les sympathisants du Front Polisario qui étaient à Paris, étaient plus nombreux. A cette occasion, nous avons évoqué la possibilité d'une guerre entre le Maroc et l'Algérie. Dans cette hypothèse, la position qui s'est dégagée, c'était le soutien à l'Algérie. Certes, le Maroc et l'Algérie sont deux pays du Tiers-Monde et une guerre entre les 2 pays serait préjudiciable à celui-ci. Mais même si le Tiers-Monde s'oppose à l'impérialisme, il y a dans le Tiers-Monde des

pays réactionnaires et des pays progressistes.

Des lecteurs de Vitry

Dès aujourd'hui, l'état de guerre existe et cette guerre c'est une guerre d'agression des troupes marocaines contre le peuple Sahraoui. Dans cette guerre, notre position est fondamentalement (et restera) le soutien au peuple Sahraoui pour son indépendance. Dans cette perspective, les faits que soulignent les camarades d'une sympathie grandissante dans le peuple algérien pour le Front Polisario et la désaffection pour la politique d'Hassan II chez les travailleurs marocains sont tout à fait intéressants et positifs. La position algérienne est aujourd'hui de soutenir le Front Polisario pour l'indépendance.

Nous sommes, là-dessus, d'accord avec l'Algérie. Il reste qu'aujourd'hui, toute tension, tout conflit

entre pays du Tiers-Monde est l'occasion de l'intervention des USA et de l'URSS, de tentatives de main-mise de leur part. On le voit bien en Angola aujourd'hui.

et il serait grave aujourd'hui pour le Tiers-Monde qu'on le voie demain au Maghreb : jusqu'ici, l'Algérie a lutté contre toutes les tentatives de main-mise, occupant une place de premier rang dans la lutte des pays pour leur indépendance. Si l'URSS a pris dans la dernière période une position de soutien aux thèses algériennes à propos du Sahara, ce n'est pas gratuit : ces gens-là espèrent bien qu'un conflit leur permettrait de rendre l'Algérie dépendante par les fournitures d'armes, etc... comme ils l'ont fait pour l'Egypte, pour le MPLA, comme ils tentent de la faire partout. Notre soutien au combat de l'Algérie pour son indépendance est inséparable de la vigilance à l'égard de ces manœuvres.

abonnez VOUS

250 F	1 AN
150 F	6 MOIS
80 F	3 MOIS
30 F	1 MOIS

Nom
Profession
Adresse

envoyez au Quotidien du Peuple
BP 225 75924 - Paris Cedex 19
CCP 23 132 48 F Paris

grève des cheminots de Marseille

Mardi 16, à 10 H, à l'appel de la CGT et de la CFDT, plusieurs centaines de cheminots occupent le quai de la gare Saint-Charles, devant la direction régionale. Le directeur régional explique depuis plusieurs minutes tout le mal qu'il se donne pour les cheminots. «C'est un de la bande à Defferre», me dit un militant CGT. Serait-il prêt à négocier ? Au moment de déposer le cahier revendicatif, nous apprenons que «Monsieur» est allé inaugurer une autoroute, c'est la réalité de l'Union de la Gauche au service des travailleurs.

Que revendiquent les cheminots : des augmentations de salaire et d'effectif pour de meilleures conditions de travail. «Nous avons presque les 40 H par semaine, mais les effectifs étant réduits, nous travaillons plus qu'avant avec 48 H». «Et même les 40 H, il faut voir ce que ça veut dire, si un conducteur va charger des wagons à 100 km ou plus, les heures de voiture comptent pour une demi-heure».

Depuis le 1^{er} janvier 1975, les 100 repos ont été obtenus, «les 104 ont été refusés, car il aurait fallu embaucher plusieurs milliers de cheminots», explique l'un d'eux. «C'est le même problème que lorsque nous demandons que les 6 H de travail de nuit soit l'équivalent des 8 H de jour». Dans une lettre du 11 décembre, la direction générale précise que «tout ce que la SNCF pouvait faire pour son personnel en 75 a déjà été fait» !

Et les conditions de sécurité ? Rien qu'à Saint-Charles, trois morts depuis mai 1974, le dernier a été fauché le 8 décembre, par l'arrivée simultanée de deux trains que le protecteur seul n'a pas eu le temps de signaler. Précisons que ce travailleur était handicapé physique et «exempt de sécurité». «Un autre aurait pu s'en sortir, comme l'a fait le protecteur d'ailleurs, mais lui n'a pas eu le réflexe», explique un cheminot. «Il y a longtemps que, dans cet endroit là, nous avons demandé deux protecteurs, avant les handicapés étaient employés au nettoyage des wagons et des quais mais maintenant c'est ONET qui s'en occupe, les handicapés font donc le même travail que les autres». C'est certainement cela qui permet à la direction générale de préciser «la garantie de l'emploi est totale» !

Durant l'été 74, un étudiant a eu la tête écrasée dans une fermeture de porte automatique, dès le

2^{ème} jour. «On ne lui a même pas fait voir les bases, il ne savait pas qu'il y avait un crochet de sécurité», accusent plusieurs cheminots.

Quel est l'impact de cette journée de grève ? «C'est vrai que nous nous demandons si le jour est bien choisi, avoue un délégué CGT, mais il y a des impératifs de temps et ça a été décidé rapidement entre les partis de gauche et les syndicats». «C'est comme l'idée de faire grève pendant les fêtes, en 1963, à la Pentecôte, nous l'avions fait, nous avons reçu un blâme de la confédération, ça nuit à l'image de marque de la CGT», explique un délégué CGT

Mais un large mouvement d'ensemble dans l'unité de la lutte, à qui nuirait-il ? A la classe ouvrière ou à la bourgeoisie qui s'accommode de ces grèves sectorielles ?

Robert RIVIÈRE

LETTRÉ ADRESSÉE PAR LES SECTIONS CGT-CFDT DE SCHLUMBERGER-REIMS AUX TRAVAILLEURS D'ESSWEIN EN LUTTE

REIMS LE 16 DÉCEMBRE

Chers camarades,

Nous avons appris par la presse (le Quotidien du Peuple de ce jour) où en était votre juste lutte et nous tenons à vous féliciter pour votre détermination, et par votre intermédiaire les travailleurs de Esswein-Thomson pour leur combativité.

Nous tenons plus particulièrement à exprimer notre soutien aux 11 camarades CGT-CFDT traduits ce jour en justice. Nous sommes conscients que la répression que vous subissez n'est pas un fait isolé mais va de pair avec la politique d'ensemble de notre ennemi commun et qu'actuellement cette répression devient systématique. Nous sommes convaincus, que face à cette attitude d'ensemble de la bourgeoisie, c'est une riposte d'ensemble de la classe ouvrière qui est nécessaire.

Nous vous joignons une adresse afin que vous puissiez nous tenir au courant de votre lutte de façon à envisager le soutien que nous pouvons vous apporter.

En attendant des nouvelles de votre lutte, recevez, chers camarades, nos fraternelles salutations.

Les sections CGT-CFDT des compteurs Schlumberger de Reims

la confection en lutte

José GARCIA

Vet France à Lisieux, France Élégance à Saint Gilles Croix de Vie, la Bonneterie de la Michalière dans l'Isère, Artal à Antibes, Gilmo Obsession à Grenoble, etc... Dans toutes ces usines de confection on retrouve les mêmes conditions de travail, main-d'œuvre féminine payée avec des salaires de misère, cadences infernales, un encadrement oppressif. Dans toutes ces usines on trouve à peu près la même histoire. L'usine va fermer, le patron a déposé son bilan il va se retirer avec les millions de profit qu'il a réalisés sur le dos des travailleuses, celles-ci vont se retrouver au chômage. Mais là aussi elles ont un point commun, c'est que dans toutes ces usines, les travailleuses n'acceptent pas d'être ainsi jetées à la rue, elles refusent la politique de crise de la bourgeoisie. Dans toutes ces usines c'est l'occupation, la mise en place des piquets de grève, la popularisation, dans la région et dans la branche.



C'était pendant la grève des ouvrières de Cerisay : elles avaient organisé la production de chemisiers.

OCCUPATION A FITILIEU

A Fitiellieu dans l'Isère près des Abrets, 180 travailleuses occupent leur usine depuis le 3 octobre. Cette usine de bonneterie est connue dans la région pour ses bas salaires (proche du SMIC) et ses conditions de travail. Les travailleuses pour maintenir l'occupation se sont organisées. Elles ont mis en place

différentes commissions, des piquets de grèves, etc... Le patron qui a déposé son bilan au début du mois d'octobre, partira les poches pleines, alors que les travailleuses, se retrouvent sans emploi, des tracts ont été distribués sur la région et la lutte est connue pratiquement de tous.

Vet-France : NOS CAP. NE SONT PAS RECONNUS

C'est l'intervention de la police locale il y quinze jours qui a déterminé les travailleuses de chez Vet France à occuper leur usine. Malgré plusieurs interventions auprès de la direction celle-ci refuse toujours de négocier. La lutte se poursuit donc «Le moral est bon» nous dit la déléguée CGT, «la solidarité est grandissante, il y a actuellement près d'un million d'anciens francs qui ont été recueillis pour le soutien. Nous avons prévu plusieurs interventions, à la préfecture, auprès du Ministre d'Ornano qui est maire de Deauville. Nous sommes partis pour longtemps, il faut tenir compte de la mentalité du patron, et savoir que le milieu de la confection est très dur». Vet France qui confectionne des pantalons est connu pour ses conditions de travail très dures et ses bas salaires. Les 160 travailleuses qui sont payées au dessous du SMIC travaillent à la chaîne dans des conditions très pénibles «Nous avons des CAP de couture et ils ne sont même pas reconnus». Elles ont organisé des piquets de grève de jour et de nuit le patron ayant dit : Nous ne ferons rien pour assurer la protection de l'usine, occupez-vous en si vous êtes capable. Les travailleuses ont organisé un travail de popularisation sur deux usines de confection l'une à Lisieux et l'autre à Pont l'Évêque.

une vente de terres dans un village du chatillonnais

Alain est agriculteur sur 35 ha, son père décédé depuis quelques années, en exploitait 10 de plus, mais à son décès, le notaire a fait résilier à sa femme le bail concernant les 10 ha, profitant de son inexpérience. Inutile de dire que, ce faisant, il flairait la bonne affaire : une vente en perspective...

Cette vente a eu lieu aujourd'hui dans un village du Chatillonnais. Vente judiciaire, car les vendeurs ne s'entendent pas entre eux. Cette forme de vente fait intervenir une cohorte de notaires et d'avocats, de telle sorte que les frais s'élèvent selon les parcelles de 25 à 35% du prix de l'adjudication.

Alain a besoin de ces terres pour vivre. Le CCJA prend en mains sa défense. Pour cela il va contacter les agriculteurs du village leur demandant de laisser les champs à Alain, de ne pas «pousser» lors de la vente. Un accord est ainsi établi entre les principaux acheteurs éventuels. Mais jus-

pour la somme rondelette de 186 000 F sans les frais, soit environ 2,5 millions l'ha ! Alain n'aura rien : «A ces prix-là, dit-il, c'est pas pour moi !». Le CCJA, hésitant dans sa majorité à franchir le pas de l'action illégale, n'est pas intervenu. Il faut dire qu'il était prévenu que les notaires, furieux d'une précédente intervention n'attendaient qu'un incident pour faire poursuivre les jeunes agriculteurs. A cet effet, la gendarmerie, prévenue, était sur place. Après la vente, le cumulard recueillera les qualificatifs dus à son rang et à son attitude : «Salopard, tu n'as pas honte de «pousser» sur un petit jeune comme ça». «Attends fumier, qu'on te retrouve. Il ne sera pas long à déguerpir !»

Quant au notaire, il aura assez de souffle pour venir trouver les jeunes après la vente et tenter de leur expliquer que «les notaires et les agriculteurs ont finalement le même intérêt». Il sera bien vite remis à sa place par les jeunes, tous petits ou moyens pay-



manifestation de paysans devant la maison d'un régisseur.

te avant la vente, l'un d'eux fait savoir qu'il en veut et qu'il en aura». Ce à quoi un autre rétorque «S'il met deux millions, moi j'en met quatre !».

La vente arrive. Vente à la chandelle, c'est-à-dire que le temps que brûlent trois chandelles les protagonistes font monter les enchères. Lorsque la dernière chandelle s'éteint, le lot est adjugé à celui qui a fait la plus forte mise. Après la vente de parcelles de friches et de vergers que certains se disputent avec acharnement, vient le tour des 10 ha, en quatre champs.

Alain est preneur à la mise à prix (environ 1 million l'ha). Mais surgit un cumulard, extérieur à la commune, qui pousse systématiquement les enchères. Cette intervention ajoutée aux envies d'autres paysans de la commune, produit une surenchère prodigieuse. Au bout du compte, le cumulard n'aura pas les champs, mais ceux qui les achèteront en seront pour leurs frais : un peu plus de 9 ha

sans : «Quand même, vous ne devez pas être mécontents de votre journée : les honoraires des notaires ne sont-ils pas proportionnels au prix des affaires traitées ?» «Quand vous aurez pris publiquement position contre la hausse du prix de la terre, peut-être qu'on vous croira»...

Outre le rôle des cumulards et des notaires, cette vente met en évidence la divergence d'intérêts entre certains paysans moyens et les paysans pauvres. Dans de telles situations, les simples arrangements entre paysans brûlent comme des feux de paille. Il faut arriver à imposer que la terre aille à ceux qui en ont besoin, et cela par des actions de masse, par des méthodes directes reposant sur un rapport de force solide. Il faut aussi tracer la perspective d'une appropriation collective des terres. C'est sur ces objectifs que dans le CCJA, le débat doit se poursuivre.

correspondant régional

armée : après les nouvelles arrestations, LES REACTIONS DES TRAVAILLEURS ET DE SECTIONS CGT ET CFDT

LE BUREAU NATIONAL CGT DE L'INSEE COMMUNIQUE (EXTRAITS)

«Le pouvoir s'est engagé dans une répression très violente à l'encontre de soldats en lutte pour le droit à s'organiser collectivement au sein de l'armée et de militants syndicaux CGT et CFDT qui leur ont apporté leur aide. A ce jour, 41 inculpations sont prononcées devant la Cour de Sécurité de l'Etat, juridiction d'exception, dans des conditions à la limite de l'illégalité et 24 personnes sont emprisonnées... Cette offensive s'inscrit dans une campagne générale de répression systématique, pour tenter de briser la résistance des travailleurs qui refusent de payer la crise de la bourgeoisie. Elle s'est manifestée dans toutes les grèves importantes (poursuite en justice, intervention brutale de la police et des milices patronales), mais aussi quotidiennement par la chasse aux militants syndicaux, la remise en cause des droits syndicaux.

... Elle n'épargne pas non plus les juges qui osent mettre en cause la responsabilité des patrons dans les accidents du travail. Le bureau national CGT/INSEE considère... que ce soutien (contre la répression) passe, dans la période actuelle, par une riposte énergique à la répression engagée par le pouvoir, sans considération aucune des opinions politiques particulières à tel ou tel inculpé puisqu'à travers eux, c'est un droit pour tous qui est réprimé...»

Le Bureau National CGT de l'INSEE le 15 décembre

le syndicat CGT de l'équipement participait à la manifestation

AUXERRE :

Lundi 15 décembre, c'est plus de 200 travailleurs qui ont participé au rassemblement et à la manifestation contre la répression organisée par l'Union Locale CFDT. Bien que l'Union Départementale CGT ait refusé d'y participer, des militants CGT se sont joints à la manifestation à laquelle appelait d'ailleurs le syndicat CGT de l'Équipement. Cette manifestation est un grand succès, d'autant plus que c'était la première fois à Auxerre que la CFDT appelait seule à une manifestation.

Correspondant Auxerre

sections CGT et CFDT Schlumberger (Reims) pour le droit à l'information syndicale

Le vendredi 11 décembre, la section CFDT des Compteurs Schlumberger posait dans les panneaux syndicaux une affiche : «Halte à la répression, libérez les soldats et militants syndicaux emprisonnés». Cette affiche, imprimée par l'Union Locale CFDT n'était pas signée par des organisations politiques mais uniquement par la CFDT. Ce même jour, notre patron, outrepassant ses droits, fait enlever à trois reprises les affiches dans les panneaux syndicaux. Ce même jour, à deux reprises, les sections CFDT et CGT de l'entreprise sont inter-

venues auprès du directeur pour lui signifier qu'il n'avait pas le droit de les enlever et, qu'à notre avis, ce n'était pas à lui mais aux travailleurs de l'entreprise de juger le contenu des panneaux syndicaux. Notre directeur persistant dans cette position, nous avons fait effectuer un constat par huissier et informé les travailleurs qui, dans leur grande majorité, désapprouvent l'attitude de notre patron et exigent le libre exercice de l'information syndicale, eux seuls ayant à juger de la justesse de nos positions.

Reims, le 16 décembre

la section CGT de PUK (Levallois) : nous avons participé à la manifestation

Un délégué CGT nous explique pourquoi : «Nous avons fait un appel commun avec la CFDT, c'était surtout contre l'aspect répressif. A propos de la manifestation appelée par la CFDT, nous n'étions peut être pas d'accord avec la totalité, mais la base sur laquelle s'est fait notre accord pour participer à la riposte, c'est avant tout qu'il y avait des gars qui trinquaient et qu'il était important de se démarquer. Ce qu'il faut voir, c'est que ces arrestations de militants syndicaux sont liées à la répression qui s'abat dans les usines comme à Citroën ou ailleurs. C'est une politique d'ensemble, globale».

Quotidien du Peuple : Depuis plus de 15 jours, se multiplient les arrestations contre les soldats et les militants syndicaux. Les partis de «gauche» et la CGT se sont refusés à toute riposte. Comment expliques-tu cette répression et ce silence de la «gauche» ?

R. : A Air France, on a trouvé en effet qu'ils restaient bien muets. On a été outré, mais cela ne nous a pas empêchés de faire différents papiers de soutien. Pour te dire ce qu'on pense, je m'appuierai sur la position CFDT d'Air France parue dans le 1er tract que l'on a fait.

D'une part, à notre avis, l'objet de la répression actuelle c'est de couler la lutte des travailleurs. Car quelle est la situation aujourd'hui en fin de compte ? Malgré le plan de «relance» il faut voir qu'il y a de plus en plus de chômage, de fermetures de boîtes, de bas salaires. On ne parle que de restructurations. Et bien sûr, le gouvernement veut que ce soit les travailleurs qui payent, et cela plus que jamais. Mais le problème, c'est que beaucoup de travailleurs n'acceptent plus justement de payer. Ils ne restent pas sans broncher et ils refusent aussi que l'on remette en question les acquis de leur lutte. L'objectif n° 1 du gouvernement, c'est donc de réduire, de détruire les moyens que se sont donnés les travailleurs pour mener la lutte. C'est-à-dire avant tout les syndicats.

QdP : La bourgeoisie, pour justifier la répression, parle d'une entreprise de «démoralisation» de l'armée. Qu'en penses-tu ?

R. : Il est évident que les comités de soldats ne sont qu'un prétexte, pour une répression plus grande contre les travailleurs. Sinon, comment expliquer les perquisitions à Blaupunkt après une lutte menée depuis plusieurs mois, comment expliquer les dizaines de syndicalistes licenciés à Paris-Rhône : quel lien cela a-t-il avec les comités de soldat ?

QdP : Les partis de «gauche» et la direction CGT, parlent de «subversion gauchiste».

R. : Le gouvernement pour justifier la répression, contre les travailleurs fait l'amalgame entre les luttes et la «subversion». La gauche rentre dans le même jeu. En fait, il y a complicité objective entre ceux qui nous exploitent et la gauche. Dans notre tract, nous

A NOUVEAU DEUX PERQUISITIONS

Une nouvelle perquisition a été effectuée hier à Beauvais, par la PJ de Lille. La personne perquisitionnée a vu la police se présenter chez elle à 7 h 30 du matin. Les policiers ont fouillé partout pour chercher des machines qui auraient éventuellement servi à tirer des tracts pour le CDA.

Halbwachs (directeur de «Lutte Antimilitariste») a été perquisitionné hier matin, à 8 h, puis emmené par la police pour être interrogé. A 18 h, il n'était toujours pas libéré. Rappelons que lors d'une procédure de la Cour de Sécurité de l'Etat, la garde à vue peut être prolongée à 6 jours.

Besançon : RIPOSTONS CONTRE LES NOUVELLES PERQUISITIONS

Besançon, 15 décembre : 3 militants CFDT ont été arrêtés puis relâchés dans la journée, après interrogatoire et perquisitions à leur domicile.

Une manifestation CFDT est prévue jeudi 18. La CFDT est décidée à mettre en avant la lutte contre la répression des soldats et des syndicalistes, la défense des libertés démocratiques avec ensuite la lutte pour l'emploi.

cratiques avec ensuite la lutte pour l'emploi.

Au sujet des libertés, de nombreux militants ont dit que les partis et les autres syndicats de gauche paraissent beaucoup de libertés mais qu'on ne les voyait guère faire quelque chose pour les défendre.

D'ores et déjà un grand meeting est prévu pour début janvier.

BESANÇON - MANIFESTATION CFDT POUR LA LIBÉRATION DES SOLDATS ET SYNDICALISTES POUR LES LIBERTÉS DÉMOCRATIQUES, POUR L'EMPLOI JEUDI 18 DÉCEMBRE - 17 H - PLACE BATANT

exigeons au contraire la solidarité de classe, nous n'avons que faire des querelles stériles.

QdP : La gauche organise une manifestation pour les «libertés» demain ?

R. : La manifestation de demain ? C'est une récupération totale au profit du Programme Commun. J'y suis opposé et je n'y participerai pas. Quant aux libertés comme tu dis, comme les voit la gauche, il faut poser la question : pour qui ? Je pense que la gauche n'ayant rien fait, éclaircit de quel côté elle est. Elle ne riposte pas contre les attaques de la bourgeoisie vis-à-vis des moyens que se sont donnés les travailleurs pour lutter. C'est logique, la CGT ne tient pas à ce que les travailleurs obtiennent satisfaction.

QdP : La CFDT a riposté seule au départ. Aujourd'hui, Maire accepte de manifester avec la «gauche» en noyant les emprisonnements dans des revendications vagues. Qu'en penses-tu ?

R. : Si le gouvernement, déjà, s'en prend à la CFDT, c'est que la CFDT apparaît depuis 68, comme l'organisation syndicale la plus extrémiste. Grâce à ses militants de base, elle a mené des luttes positives : LIP, par exemple.

La position première de la CFDT a été relativement positive, je dis bien relativement. Qu'aujourd'hui, Maire «oublie» les arrestations est logique. Le PS, a dit-on, fait le lien entre la CFDT et le PC pour que la riposte «s'impose». C'est un peu tard et il faut voir qu'il est coincé entre d'une part, le PC qui ne veut rien faire et de l'autre les militants CFDT, car cette organisation, il veut s'en servir d'appui pour être chez les ouvriers. C'est pour ça qu'il a compris qu'il valait mieux faire quelque chose. Nous avons appris tous les grenouillages du PS depuis plusieurs jours pour que le PC fasse quelque chose, mais cela ne change rien.

QdP : Comment vois-tu la riposte ?

R. : La seule riposte valable, c'est le renforcement des luttes. C'est la seule façon de frapper sur les 2 terrains : d'une part, contre les attaques du gouvernement, d'autre part contre les gens du «programme commun», car il faut le dire, c'est principalement à partir des luttes qu'on pourra mieux les démasquer.

interview d'un délégué CFDT d'Air France

LE SILENCE DE LA GAUCHE SUR LA RÉPRESSION : «ON A ÉTÉ OUTRÉS»



Les travailleurs d'Air France : eux aussi avaient dû affronter les forces de répression

nord-sud tandis que Giscard preche, le Tiers-Monde se prepare a la lutte

suite de la une

Sur la question des prix : «il faut chercher une évolution plus ordonnée... qu'il s'agisse des produits bruts ou industrialisés». Là encore, la confusion est savamment semée. Les pays du Tiers-Monde ont engagé la lutte pour obtenir un juste prix de leurs matières premières («produits bruts») pillés, des années durant, par l'Europe, le Japon et l'Amérique du Nord : évolution «désordonnée», condamnée par ce discours. Et mis dans le même sac que l'augmentation constante, accélérée ces dernières années, des prix des moyens de production et biens de consommation («industrialisés»), qui permet aux mêmes pays de poursuivre le pillage.

En bref, il existe, du «nouvel ordre économique international», deux conceptions.

Celle des peuples du Tiers-Monde : les ennemis de nos ennemis, les capitalistes des métropoles, qui engagent la lutte pour se libérer de l'exploitation dont ils ont été victimes des années durant.

Celle des capitalistes, qui entendent faire payer leur crise, non seulement aux ouvriers de leur pays, mais aux peuples du Tiers-Monde.

Monsieur Giscard d'Estaing n'en a pas soufflé mot : il prêchait la conciliation. Sur un plan intérieur, nous avons l'expérience de ce genre de propagande : «partageons nos difficultés», cela veut dire en clair : travailleurs, payez la crise de la bourgeoisie ! Sur la scène internationale, le sens du refrain est le même, adressé aux peuples du Tiers-Monde. Mais la lutte est trop avancée, les belles paroles ne feront pas reculer

ceux qui, réellement, veulent aujourd'hui la «justice» sur laquelle discourt Giscard : la Conférence Nord-Sud ne sera pas le lieu de la conciliation, mais de la poursuite

d'un combat dans lequel la classe ouvrière doit choisir son camp : celui du Tiers-Monde.

Jean LERMET



LA BATAILLE POUR DE PLUS JUSTES PRIX TOUJOURS A L'ORDRE DU JOUR

C'est d'abord au niveau des prix que s'est située la lutte des pays du Tiers-Monde contre l'impérialisme avec, on s'en souvient, le quadruplement du prix du pétrole brut entre octobre et décembre 1973. Dans le même temps, le prix d'un certain nombre d'autres matières premières ou produits de base augmentait lui aussi. Il n'en fallait pas plus à l'impérialisme de toutes nationalités pour crier au voleur. Cela avait entre autres l'avantage de pouvoir répercuter les hausses sur les prix intérieurs, en évitant d'être la cible de la colère des masses populaires. Or, deux ans après, il est clair que les profits des compagnies pétrolières n'ont nullement été entamés. Parmi les dix plus grosses entreprises mondiales en 1974, on dénombre 8 compagnies pétrolières. Ce qui est tout de même édifiant.

plus de produits de base contre moins de produits élaborés

Le mécanisme contre lequel les pays du Tiers-Monde se sont insurgés en 1973, et qui reste aujourd'hui posé de la même manière, est simple : c'est le fait que pour ces pays, l'importation du même produit industriel nécessite des exportations

toujours accrues de produits primaires (café, arachide, cacao, minerais divers, pétrole, ... etc.) et cela pour une double raison :

- d'abord parce que le prix des produits industriels s'élève plus rapidement que celui des produits primaires.

- ensuite parce que le prix des produits primaires est soumis à de larges fluctuations résultant de la spéculation et des conditions du marché international.

C'est ce qu'on appelle la détérioration des termes de l'échange, une indication en est fournie par les indices établis par les Nations-Unies. Entre 1963 et 1972, les prix à l'exportation pour l'ensemble des produits ont augmenté de 30 % pour les pays capitalistes développés et de 12 % seulement pour les pays du Tiers-Monde, ce qui pour la période conduit à une détérioration officielle des termes de l'échange de 18 %.

Or, ces chiffres déjà significatifs sont faussés par le fait que de nombreuses exportations des pays en voie de développement sont effectuées par des entreprises étrangères (par exemple les compagnies pétrolières) qui gardent à l'étranger une partie des recettes de vente. Un autre facteur de truchement de ces indices est que les prix de référence ne représentent pas toujours une recette réelle pour les pays en voie de développement. C'est le cas du pétrole qui ne rapporte à l'Etat producteur en moyenne que 45 à 60 %

du prix affiché selon les pays et la période.

des prix qui varient du simple au triple en un an

D'autres chiffres, plus récents, du Financial Times, montrent mieux l'ampleur de la détérioration des termes de l'échange : de 1973 à 1974, le coût des importations des Emirats Arabes Unis, dont les besoins en produits industriels sont bien inférieurs à ceux de l'Algérie ou de l'Irak, ont augmenté de 75 % en provenance de l'Allemagne de l'Ouest, de 234 % en provenance de l'Italie, de 124 % en provenance de l'Iran, etc... Si l'on prenait comme années de référence les années 69 à 71 pour calculer l'évolution du pouvoir d'achat d'un baril de pétrole en 1975, on s'apercevrait que le quadruplement des prix du pétrole a été plus que compensé. De petits faits sont à cet égard très parlants :

- un ingénieur («exporté» par une société industrielle dans le Tiers-Monde coûte à l'importateur entre 2 à 3 fois le salaire qu'il touche dans son pays d'origine, 10 % d'augmentation du salaire en France par exemple entraînera 30 % d'augmentation en Irak ;
- de même, la hausse des prix affectant les brevets et licences payés par

les pays du Tiers-Monde a été récemment dénoncée. Elle n'entre pas dans les statistiques.

démagogie impérialiste pour diviser le Tiers Monde

Les pays du Tiers-Monde non compris les pays de l'OPEP accumulent ainsi des déficits de leur balance de paiement considérables (35 milliards de dollars en 1975) qui les placent encore plus en position de faiblesse par rapport aux pays capitalistes, les obligeant à accepter par exemple, des prêts qu'il faut de toutes façons rembourser.

L'argumentation des pays impérialistes dénonçant les pays de l'OPEP comme les responsables des déficits accumulés par les pays pauvres a fait long feu et les pays du «quart-monde» refusent la division du Tiers-Monde prônée par l'impérialisme ! Ils soutiennent la politique de l'OPEP. Le poste pétrole en effet est loin de constituer la dépense la plus importante des pays pauvres : il ne représente en effet que 8 % de leurs importations totales, alors que les produits manufacturés représentent 60 %, les produits alimentaires 14 %, les produits chimiques 9 %, le tout fournis à environ 80 % par les pays industrialisés.

Clark suite de la une

Cette manœuvre est importante pour la direction, il s'agit, sous couvert de la défense de «la liberté du travail», de déménager 11 milliards de matériel en direction des USA. Malgré cette intervention, les travailleurs ont réussi à rester dans la cour de l'usine. C'est donc sous une double rangée de CRS que les jaunes ont dû se rendre à la cantine pendant que les travailleurs huaient, sifflaient, leur lançaient des bouteilles... alors que les CRS déclaraient : «Nous, on ne fait que notre boulot, et de toute façon, ce serait pareil sous un gouvernement de gauche...»

Vers 14 h 30, une manifestation étudiante se présentait devant l'usine pour amener son soutien aux travailleurs. Les CRS ont refoulé les ouvriers qui voulaient les faire entrer. La manifestation est repartie donc aux cris de «Clark vaincra, les CRS hors de Clark !».

Ce matin, à l'appel de la CGT, des débrayages auront lieu dans les entreprises de la Meinau avec un rassemblement à 7 h devant Clark. Les grévistes ont décidé de refuser toute négociation tant que les CRS seront dans l'usine, c'est maintenant leur principale revendication.

LA JUSTICE CONTRE LE JUGE PASCAL

Hier, à Rennes, le juge Pascal a été entendu à deux reprises par la cour d'appel, dans le cadre de la plainte déposée contre lui par le notaire Leroy de Bruay. La «justice» de Lecanuet semble bien décidée à casser ce juge, qui s'était montré du côté du peuple, que ce soit lors de l'affaire de Bruay, ou lors de l'enquête au sujet de la catastrophe de Liévin. «On ne m'a pas encore reproché d'avoir menti, on me reproche seulement d'avoir parlé, d'avoir dit la vérité. On se conduit envers moi comme vis à vis d'un bandit : je viens d'apprendre qu'une enquête «de renseignements complets sur ma conduite, ma moralité, ma situation sociale et familiale», est en cours. C'est révoltant», devait-il déclarer à la sortie de l'audience. Ainsi, pour Lecanuet, Pascal est un homme dangereux. Ce n'est pas étonnant, puisqu'il cherche à dire la vérité.

LE PATRON FLINGUEUR DE SOISSONS RESTERA EN PRISON

Dezzuto, ce patron qui remontait les entreprises déficitaires à la force du poignet, et qui n'avait pas hésité à tirer à coup de fusil de chasse sur les ouvriers en grève de son entreprise de Villers-Cotteret, avait été condamné à 1 an de prison, dont quatre mois ferme. Scandalisé que l'on traite ainsi un patron, il avait fait appel. C'est hier que la Cour d'Appel d'Amiens a rendu son arrêt, qui confirme cette peine. A noter que les syndicats CGT et CFDT qui s'étaient portés partie civile avaient demandé le renvoi en Assises.

MAIS POLLUEZ DONC, MESSIEURS !

La Cour d'Appel de Rouen vient d'autoriser les usines Rhône-Poulenc et A.P.C. à déverser leur dix mille tonnes de phosphogypse quotidiennes dans la Seine. De toutes façons, ces pollueurs qui viennent de recevoir une subvention de Jarrot, n'avaient pas attendu cette décision, puisque le Conseil d'Etat, en attendant de statuer définitivement, avait autorisé le rejet. Ce nouvel encouragement à la pollution (sous le faux argument de préservation de l'emploi) ne sera certainement pas du goût des marins pêcheurs de la baie de Seine, qui avaient déjà entamé une action, en contact avec les syndicats des entreprises.



LA GRANDE BRETAGNE FERME SES FRONTIÈRES

Alors que l'observateur que la Grande Bretagne avait obtenu à la Conférence Nord-Sud s'étendait lyriquement sur la nécessité de la concertation à l'échelle mondiale, une nouvelle venait rappeler à la réalité des rapports économiques entre la Grande Bretagne et l'Europe : les dirigeants anglais faisaient savoir hier après-midi que, désormais, les frontières de leur pays seraient fermées à certains produits, provenant de la CEE, en particulier : entre autres, les textiles, les chaussures, les tubes de télévision. Que ce pays, qui traverse une crise économique sans précédent, prenne des mesures protectionnistes (comme le fait l'Italie depuis un certain temps), cela n'a rien d'étonnant, ni de très inattendu. Mais le choix du jour d'inauguration de la Conférence Nord-Sud en dit long sur l'unité du Marché Commun dont se vantait tant Giscard lors du dernier «sommet» de Rome.

7° PLAN : ATTAQUE DE CHIRAC CONTRE LES REVENDICATIONS SALARIALES

Devant le Sénat, Chirac a présenté «l'esprit» du 7° Plan. Croissance soutenue, «plus humaine», c'est la version de Chirac de la «nouvelle croissance» de Giscard. Concrètement, cela veut dire «maîtriser prix, revenus et transferts». Mais comme cela risque de ne pas être assez clair, Chirac ajoute : «il est hors de questions que les revendications salariales exagérées relancent le cycle de l'inflation». Concrètement, cela veut dire comme à Air France, et tout dernièrement Clark, que la bourgeoisie emploiera la manière forte contre les luttes des travailleurs.

politique

135^e régiment du train - Karlsruhe - Allemagne

un soldat meurt au cour d'une manoeuvre de nuit

Un soldat - conducteur Jorry du contingent 75/02 - du troisième escadron est mort dans la nuit de mercredi à jeudi 11 décembre, près de Karlsruhe, écrasé par une voiture conduite par un civil allemand. Son escouade effectuait une manoeuvre de nuit, et lors d'un guidage de camions dans un village, notre camarade qui regardait la manoeuvre et qui se trouvait sur le bord de la chaussée a été tué par une voiture qui a fini sa course dans le camion ; le conducteur de la voiture est grièvement blessé.

La hiérarchie prétend que toutes les mesures de sécurité étaient prises ; ce serait bien la première fois. Car dans cette mission comme dans les

autres il y a : des véhicules en mauvais état (freinage, éclairage...), des chauffeurs inexpérimentés, un mauvais fléchage du parcours et quelquefois de longues heures de suite au volant, sans compter les risques supplémentaires des missions de nuit.

Alors, si la hiérarchie invoque le hasard pour expliquer cet accident, il n'empêche que c'est tous les jours que nous risquons notre vie et que notre camarade Jorry a perdu la sienne à dix-neuf ans et demi, et à quarante jours de la fin de son service, dans une de ces missions inutiles et dangereuses qui sont notre lot à la caserne.

Des soldats du 135^e régiment du train



pour la libération de tous les emprisonnés SUCCES DU MEETING A LA MUTUALITÉ

Il fallait venir tôt, lundi soir, pour trouver place dans la grande salle de la Mutualité. Non seulement la salle et les balcons étaient pleins, mais même les escaliers extérieurs à la salle étaient noirs de monde. Une même volonté chez tous les participants : tout faire pour obtenir la libération des emprisonnés, tout faire pour que toutes les inculpations soient levées.

Les orateurs, qui comportaient outre les responsables des organisations dont les sièges venaient d'être perquisitionnés, de nombreuses personnalités, n'avaient pas de peine à faire éclater les applaudissements, à faire reprendre les mots d'ordre. « libération des emprisonnés ! Soldat, sous l'uniforme, tu restes un travailleur ! ». Un paysan du Larzac, Léon

Maillé, délégué des «103» était présent. Le matin même, avec d'autres paysans, ils distribuaient des tracts aux soldats à la gare de l'Est, tract de solidarité avec les victimes de la répression. Les policiers présents n'en sont pas encore revenus de voir des paysans distribuer des tracts à des soldats.

Chez les participants, le

refus de la «gauche» de soutenir les emprisonnés, de dénoncer les perquisitions et les arrestations était vivement discuté. Et malgré les appels à l'unité de certains orateurs (vis à vis de ceux-là même qui laissent entendre qu'après tout les inculpés seraient coupables), l'opinion qui prévalait était que la riposte devrait se passer de cette soi-disant «gauche».

EN BREF

AVARIE DE LA CENTRALE NUCLÉAIRE PHENIX

On apprenait hier que la centrale nucléaire Phénix à Marcoule avait été arrêtée du 24 novembre au 13 décembre. Une fuite s'était produite dans le circuit d'alimentation en eau de l'un des générateurs de vapeur. La remise en marche ne sera totale qu'en janvier 76. La plupart des avaries sur les centrales nucléaires se produisent dans le circuit d'eau soumis à de très fortes pressions. Une centrale du type Phénix à neutrons rapides, où la fission se fait à très haute température d'où un meilleur rendement énergétique que les centrales traditionnelles, n'est pas à l'abri de ce genre d'ennuis. D'après le Commissariat à l'Énergie Atomique, l'incident serait bénin ; alors pourquoi avoir attendu trois semaines pour le signaler ?

INTOXICATION POLICIÈRE A MONTCEAU-LES-MINES

Le 10 décembre une réunion a été organisée à Montceau-les-Mines avec le concours de l'Union des Vieux de France, association dirigée par le PCF. Le thème : comment se défendre contre les agressions, le conférencier, commissaire de police principal de Montceau-les-Mines, a prodigué ses conseils.

Dans les recommandations données, certaines peuvent être effectivement utiles : ne pas signer de contrats pour les démarcheurs à domicile, ne pas conserver de trop fortes sommes d'argent sur soi, mais avec les retraites actuelles ça ne risque guère. Mais parmi ces conseils, le commissaire de police a dressé un portrait de ceux dont il faut particulièrement se méfier, «les jeunes et les nomades». Pour ces catégories : ne jamais leur donner l'occasion de visiter l'appartement. Voilà de quoi développer le racisme et l'hostilité contre les jeunes.

UN COMMANDO RACISTE ATTAQUE DES TRAVAILLEURS IMMIGRÉS

Dans la nuit de samedi à dimanche, un commando raciste composé de cinq nerfis se sont attaqués à des travailleurs immigrés à Alfortville. Armés de fusils, ils se sont précipités dans un café où les travailleurs immigrés ont l'habitude de se rendre. Après avoir brisé la devanture du café, ils les ont frappés, puis s'en sont pris ensuite à ceux qui occupaient les chambres situées au dessus de la salle de café.

Ils ont blessé ainsi, M. Foudil, âgé de 52 ans, puis ont pris la fuite. Savez-vous ce que la police dit de cette agression raciste : «Il s'agit de représailles...» Ce sont les termes qu'on utilisait en Algérie ! messieurs les policiers, quand l'armée française se faisait le bourreau du peuple algérien.

les négociations médecins - sécurité sociale

LE PARTAGE DES PROFITS DE LA SANTÉ

Les négociations entre médecins et sécurité sociale pour la signature d'une nouvelle convention sont dans l'impasse. Les médecins refusent le projet élaboré par la sécurité sociale. Cette convention qui régit les rapports entre médecins et sécurité sociale fixe entre autre le barème des honoraires médicaux qui sert de base au remboursement, les tarifs applicables par les médecins conventionnés.

Le conflit actuel ne porte pas sur les tarifs mais sur la question des centres de santé et du tiers payant. Les centres de paiement que la sécurité sociale se propose d'ouvrir auraient un avantage, on n'y paierait que le ticket modérateur. L'intérêt pour la sécurité sociale serait la simplification administrative qui en résulterait : moins de feuilles à remplir, plus de remboursement à effectuer. Ceci permettrait également un

plus grand contrôle sur les dépenses de santé et l'application d'une médecine au rabais. Les médecins y sont opposés, car cette formule entrerait en concurrence avec leurs cabinets et étendrait la fonctionnarisation de la médecine ; les médecins travaillant dans les centres de santé étant des salariés de la sécurité sociale. Ils s'opposent également à l'extension du tiers payant : qui permet de ne payer que le ticket modérateur au médecin qui se fait ensuite rembourser par la sécurité sociale. L'inconvénient d'un tel système pour les médecins c'est la surcharge de paperasserie qu'il occasionne : formulaires à remplir pour les remboursements, et le renforcement du contrôle de la sécurité sociale sur leurs activités, ce qu'ils estiment être le début d'un processus d'intégration dans une médecine fonctionnarisée. En avançant ces projets, l'Etat par l'intermédiaire de la

sécurité sociale veut renforcer son contrôle sur les dépenses de santé, non pour une médecine de meilleure qualité mais pour une médecine au moindre coût.

Ce projet qui correspond aux intérêts d'ensemble de la bourgeoisie s'oppose aux intérêts particuliers des médecins. Le conflit entre la sécurité sociale et les médecins peut s'aggraver dans les jours qui viennent, une grève des médecins n'est pas à exclure. Mais ce dont on peut être sûr c'est que ce conflit interne à la bourgeoisie va se régler sur le dos des travailleurs. Le poids des médecins dans les différentes instances élues, notamment au Parlement, dans toutes les formations politiques ; leur influence dans l'appareil d'Etat est le garant de la sauvegarde de leurs intérêts. L'ensemble des partis bourgeois y compris le PCF ont pris leur défense.

Nous refuserons de nous battre pour sauvegarder les privilèges des médecins comme nous y invite le PCF. Dans ce conflit, nos intérêts ne sont pris en compte ni d'un côté ni de l'autre. Ce que nous voulons c'est une médecine gratuite au service des travailleurs, qui ne soit ni la médecine de crise que veut nous imposer le gouvernement ni une médecine hors de prix.

Serge LIVET

le projet d'imposition de la plus-value : FINANCER LES RESTRUCTURATIONS

Le Conseil Economique et Social a commencé à examiner hier le projet d'imposition des plus-values présenté par Uri (économiste proche du PS). Le gouvernement fait de la taxe des plus-values un gage de sa volonté réformatrice, et soi-disant un des moyens de réduction des inégalités. De quoi s'agit-il ?

Dissipons tout de suite un malentendu possible, la plus-value dont il est question n'est pas celle définie par Marx : la part du travail de l'ouvrier que s'approprie le capitaliste. Ce que les financiers bourgeois désignent sous ce terme c'est la différence entre le prix de revente et le prix d'achat d'un bien (immeuble, action boursière, or ou métal précieux, objet d'art...). En cas de différence négative on parle de moins-value.

C'est ce gain réalisé sur cette simple transaction commerciale corrigé d'un abattement tenant compte de la hausse des prix que le gouvernement veut imposer.

On voit donc qu'il ne s'agit pas d'un impôt sur le capital comme le titraient certains journaux ? Le but recherché est uniquement de tenter de freiner - bien timidement - les mouvements spéculatifs de capitaux.

DES MESURES TIMIDES

Toute une série de modalités viennent atténuer l'audace de toucher au sacro-saint capital.

D'abord la taxe ne pourra être perçue que si le bien est effectivement vendu, le possesseur d'un bien ne sera pas imposé même si le bien qu'il possède est évalué en hausse. Il bénéficiera même après la vente d'un abattement proportionnel au nombre d'années qu'il l'aura conservé. Ainsi pour un immeuble vendu 25 ans après son achat la plus-value ne serait imposée que pour 50 % de son montant. Il sera vraisemblablement possible de déduire dans les déclarations les moins-values des plus-values. D'autres aménagements sont à prévoir en particulier pour le cas des habitations principales qui seraient moins taxées.

Les intérêts particuliers de plusieurs secteurs de la bourgeoisie sont égratignés par ce projet, ceux qui font leur fortune en spéculant. Mais l'intérêt d'ensemble de la classe bourgeoise actuellement est d'accepter une légère taxation des plus-values. La polémique porte sur des points de détail : ajoutera-t-on la plus-value à l'ensemble de la déclaration de revenus ? C'est l'objet des discussions entre le plan Uri et le plan

Monguilan commandité par le gouvernement.

FINANCER LA RESTRUCTURATION

Le gouvernement n'a nullement l'intention comme il le prétend de réduire les inégalités. Ce qu'il veut c'est limiter les effets parasites des mouvements spéculatifs de capitaux et assainir les circuits financiers dans une période de crise financière. En limitant la spéculation, il escompte limiter l'inflation.

Pour restructurer l'économie, il faut que des capitaux s'investissent dans les secteurs tournés vers l'exportation de biens d'équipement, en taxant ceux qui spéculent, le gouvernement espère les inciter à investir dans l'industrie plutôt que dans l'immobilier ou spéculer sur l'or.

La taxation des plus-values (au sens bourgeois du terme) vise donc à orienter les capitaux dans le circuit de production, où, valorisés par l'exploitation des ouvriers, ils rapportent de la plus-value (au sens marxiste).

Cette mesure ne vise donc qu'à un meilleur emploi du capital. Elle ne remet nullement en cause l'exploitation des travailleurs.

Roger LHENE

LIBÉRATION DES PLASTIQUEURS PIEDS-NOIRS

Il faut faire de la place dans les prisons pour accueillir ceux qui sont incarcérés par la Cour de Sécurité de l'Etat ! Est-ce pour cela que les neuf pieds-noirs inculpés pour «tentative de destruction par explosifs d'édifices publics» ont été libérés ? Ils avaient été incarcérés à la suite de plusieurs attentats à l'explosif, et leur chef Eugène Ibanez soupçonné d'être à la tête de l'organisation fasciste ex «Justice pied-noir» s'était retranché en armes avec un commando dans sa propriété. Par contre, les autonomistes corses, les appelés, les syndicalistes restent emprisonnés. Mais il est vrai qu'on ne peut pas reprocher aux plastiqueurs de «Justice pied-noir» d'attenter au moral de l'armée.

les films de science-fiction...

Qu'est-ce que «le catastrophisme», quelle place occupe la science-fiction dans le cinéma et qu'elle est sa signification, voilà autant de questions remises à l'ordre du jour avec la recrudescence de ce style littéraire et cinématographique. En effet, à la rediffusion dans les salles de cinéma des vieux films américains de science-fiction, s'ajoute aujourd'hui la production massive des films «catastrophes». Dans le même temps, la télévision redonne à ce genre une place importante puisque tous les lundis elle programme un film de cette série.

Que ce soit dans le cadre de l'émission «l'avenir du futur» n'a rien d'étonnant, c'est le propre du sujet à première vue. Le mérite de l'émission est d'ailleurs d'opposer généralement aux arguments fantaisistes le raisonnement scientifique. On se souvient de la soirée sur les extra-terrestres ! Lundi soir, c'est un film de Chirardoni que nous avons vu : «Le jour où la terre prit feu». Le thème en est le suivant : les Américains et les Russes font exploser une bombe atomique en même temps au pôle Sud et au pôle Nord, faisant dévier du même coup l'orbite de la terre. Le résultat c'est que la planète se met à se diriger vers le soleil. Les climats changent. Les tempêtes se succèdent, la chaleur devient insupportable, le bétail meurt, l'eau manque, bref, c'est la «fin du monde» !

La fin ou presque. Les gouvernements se réunissent et trouvent une solution ! Ils font exploser de nouvelles bombes atomiques, et la terre retrouve son orbite normale. Précisons tout de suite, comme d'ailleurs l'a fait l'astrophysicien Hubert Reeves au cours du débat, que tout cela n'est que pure fantaisie, puis-

Pour bien comprendre cette forme cinématographique, il faut donc la relier au développement historique et politique de son berceau d'origine : les USA. C'est principalement après la guerre que le cinéma de science-fiction s'est développé. C'est à cette époque qu'apparaissent les premières aventures cosm-

prolongement cosmique du rêve impérialiste américain.

Dans le même temps, en réaction contre ce triomphalisme, des réalisateurs expriment des réserves sur le développement technologique. Le premier aspect qu'ils mettent en avant, sont les dérèglements possibles de la machine, ensuite les dangers de robotisation de l'individu. Le courant qui veut prévenir des dangers de la société industrielle est-il pour autant progressiste ? A l'évidence : non. Tous ces films, s'ils n'exaltent pas la toute puissance de la «civilisation» américaine, restent dans sa logique. Dans «le jour où la terre prit feu» les foules ne sont capables que d'effolement, d'égoïsme devant le danger, le développement de la société est entre les mains des gouvernements. Le réalisateur le dit sur son dernier

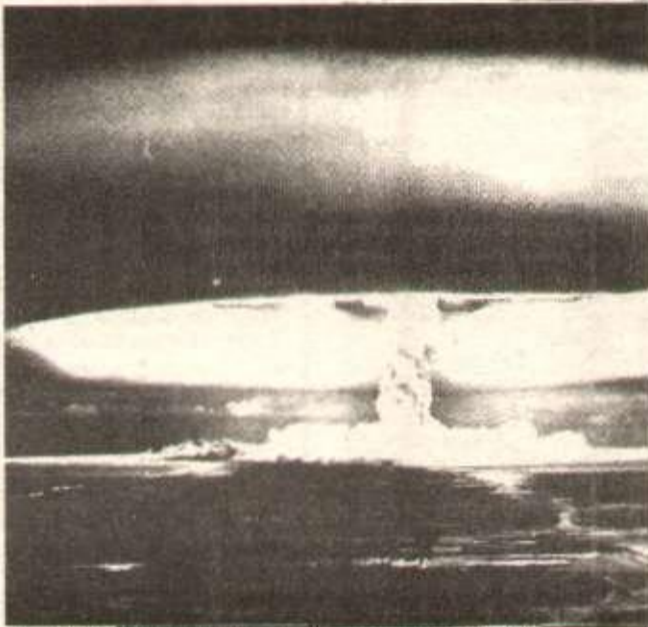
plan : «prions Dieu, qu'ils évitent la catastrophe»...

Optimistes ou pessimistes, tous relèvent de la même conception, de la même analyse des rapports de classes.

Un lecteur de Besançon à propos de «Tremblement de terre» écrivait dans le Quotidien du Peuple, la chose suivante : «quand on se trouve devant des catastrophes comme celles-là, on se sent bien tranquille et presque heureux, prêt à ne pas se révolter sur les petites catastrophes de tous les jours...».

C'est certainement le but que s'assigne les grands films de catastrophes. Nous y reviendrons. En tout cas le catastrophisme du film de lundi soir, était bien pâle au côté de celui déversé aujourd'hui. Il a raté son but, ne serait-ce que pour cela.

Claude VILLARD



«les films catastrophe», de plus en plus nombreux

que la totalité des bombes du monde explosant en même temps ne pourraient pas faire dévier l'orbite de notre planète. Mais le propre de la science-fiction n'a jamais été de faire œuvre de science. C'est en fait, la mise en image d'une réflexion sur le développement scientifique, lié à celui de la société.

ques, les martiens et autres «hommes verts». Que contiennent ces films ? Bataille des humains contre les habitants d'autres planètes, victoires obtenues malgré un désavantage technique, bref, c'est l'affirmation de la suprématie des terrestres, l'affirmation d'une colonisation nouvelle formule. C'est un

DE LA BAVE SUR LA LUTTE DES PEUPLES

Un pays gagne son indépendance totale, après vingt ans d'agression américaine, après des années de souffrances pour son peuple sous un régime fantoche et terroriste, après des années d'une lutte sans merci et finalement victorieuse. Ce pays, c'est le Laos, où la droite pro-américaine a été définitivement balayée. Mais pour les reporters de la télévision, ce n'est que l'occasion d'étaler bave et rancune impuissante. Sur des images montrant un peuple fier d'avoir gagné son indépendance, prêt à la reconstruire, il a trouvé le moyen de glisser sa haine : «Le Laos est tombé aux mains des communistes, il a aujourd'hui un gouvernement à la solde de Hanoi, etc...». La figure déconfite du général français chargé de mission auprès de l'ancien gouvernement suffisait à montrer dans quel camp se plaçait ce «reportage».

feuilleton

de Guy Mory et Jean-Paul Gay

LIEVIN : LE MINEUR ACCUSE

Il y a bientôt un an, 42 mineurs étaient envoyés à la mort à la fosse 3 à Liévin. Une Commission Populaire d'Enquête se mettait en place. Son travail conduisit au Tribunal Populaire de Liévin le 22 mars où la responsabilité des Houillères fut clairement démontrée. Jean-Paul Gay et Guy Mory ont participé à ce travail avec des mineurs de Liévin, ils ont recueilli de multiples témoignages et en ont fait un livre dont nous publions des extraits.

DANS LES FOSSES LE RENDEMENT AU MÉPRIS DE LA VIE DES MINEURS

L'INTENSIFICATION DU TRAVAIL : LA FORME MODERNE D'UNE EXPLOITATION FÉROCE

«J'ai commencé à la fosse 1 de Lens en 1938. A l'époque, c'était beaucoup plus humain. Les gens se connaissaient. C'était la grande famille : le jeune galibot qui descendait à 14 ans se faisait apprendre le métier sur le tas par les vieux pères qui faisaient l'entretien. C'était aussi la grande famille parce que le rendement était par chantier et non par équipe ou par homme, on travaillait à 20 ou 30 gars et on

s'entraidait les uns les autres. Il y avait moins d'accidents parce que ça n'était pas si moderne et c'était moins grave parce qu'il n'y avait pas de gros engins» (un mineur retraité, 35 ans de fond)

Cette dégradation des conditions de travail et de sécurité pour les mineurs, s'est aggravée encore récemment avec le plan de relance.

UNE JOURNÉE DE TRAVAIL DE FONDS : DE PLUS EN PLUS CREVANT, DANS UNE INSÉCURITÉ PERMANENTE

Cette semaine, la journée de travail commence vers 17 H 15 pour Roger qui est du poste de nuit. Il pointe à la fosse à 19 H 50. Mais pour y aller il faut prendre le bus qui s'arrête à 500 m de chez lui. Il y a 1 H de trajet. Roger arrivera à 18 H 30, juste le temps de retrouver les copains et de boire un dernier verre avant de dévaler.

LES HORAIRES DE TRAVAIL : PAS UNE MINUTE DE PERDUE POUR LES HOUILLÈRES

Des gars qui prennent le bus pour aller travailler il y en a de plus en plus. Certains ont presque, 1 H 30 de trajet - 40 km - parce que la fosse à côté de chez eux est fermée,

abandonnée. Il y a aussi ceux des interpostes comme de la fosse 4 : «Les camarades logeant loin d'ici et mutés à la fosse 4 viennent par car, et font les postes «normaux», du matin, de l'après-midi et du soir. Nous qui habitons plus près du puits, on fait des interpostes, c'est à dire qu'on descend à midi jusqu'à 20 heures. Les autres descendent à 15 heures



res 30 du matin jusqu'à 3 heures du matin. En partant à 11 heures 30 du matin, car je ne suis pas tout près non plus, je ne déjeune pas. Je dîne le soir. Ça ne fait qu'un repas dans la journée. Je me suis plaint à la médecine. Je me suis plaint à l'ingénieur du siège. Il m'a répondu : «Les houillères ne sont pas assez riches pour

payer des autobus à Pierre et Paul».

C'est que pour les Houillères il s'agit de ne pas perdre une minute. Tant pis si la vie des mineurs est complètement désorganisée, s'ils ne font qu'un repas dans la journée au fond avec la poussière qu'ils avalent.

Ainsi à la fosse, chacun passe à la lampisterie, on

Au lavabo, Roger discute avec les copains. Il y a des nouveaux, un qui vient d'une autre fosse et un jeune embauché il y a 15 jours. On discute événements de la journée. Mais les gars font quand même attention à ce qu'ils disent parce que la maltrise est là. Même dans les cafés quelquefois il y a des moucharads. A 15 heures 15, c'est la descente dans la cage. Au début, c'est dur de s'y faire. Les oreilles se bouchent, et quand on arrive on est abasourdi. A 700 m c'est le quartier où travaille Roger. Il n'est pas encore arrivé sur son lieu de travail, la taille, elle se trouve à 1500 m. Il faut les faire à pied, le transport par berline ou par télésiège n'existe que dans les films ou les magazines faits par les houillères ou sur les cartes postales... il a une demie heure de marche, parce qu'au fond on avance pas vite ; sans arrêt ça monte, ça descend avec des pentes de 15 à 20 %, de la boue. Ce n'est pas de la promenade, surtout pour celui qui porte le sac d'outils avec 15 à 20 kg de matériel sur le dos. Et ça ne fait que s'aggraver depuis la relance parce que de nouvelles voies sont ouvertes, des anciens quartiers sont ré-exploités mais les mineurs descendent toujours par les mêmes puits.

(à suivre)

MERCREDI 17 DÉCEMBRE

TF 1
13 h 35 - LES VISITEURS DU MERCREDI
19 h 20 - ACTUALITÉS RÉGIONALES
20 h 00 - JOURNAL
20 h 30 - AMIGO
*dramatique
22 h 00 - INTERROGATIONS «L'AMOUR»
23 h 00 - JOURNAL et fin

A 2
20 h 00 - JOURNAL
20 h 30 - LA MALE PA-ROLE (n°1)
21 h 30 - C'EST A DIRE
23 h 00 - JOURNAL et fin

FR 3
19 h 20 - ACTUALITÉS RÉGIONALES
19 h 55 - FLASH JOURNAL
20 h 00 - PROGRAMMES RÉGIONAUX
20 h 30 - HOMMAGE A GÉRARD PHILIPPE
22 h 00 - JOURNAL et fin

JEUDI 18 DÉCEMBRE

TF 1
18 h 45 - POUR LES JEUNES
19 h 20 - ACTUALITÉS RÉGIONALES
19 h 45 - LE RENARD A L'ANNEAU D'OR
20 h 00 - JOURNAL
20 h 30 - SHAFT
21 h 40 - SATELLITE
22 h 40 - ALLONS AU CINÉMA
23 h 10 - JOURNAL et fin

A 2
18 h 30 - JOURNAL
18 h 40 - LE PALMARES DES ENFANTS
18 h 55 - DES CHIFFRES ET DES LETTRES
19 h 20 - ACTUALITÉS RÉGIONALES
19 h 45 - Y'A UN TRUC
20 h 00 - JOURNAL
20 h 30 - MONSIEUR JADIS
22 h 00 - VOUS AVEZ DIT BIZARRE
23 h 30 - JOURNAL et fin

FR 3
18 h 55 - FLASH JOURNAL
19 h 00 - POUR LES JEUNES
19 h 20 - ACTUALITÉS RÉGIONALES
19 h 40 - TRIBUNE LIBRE
19 h 55 - FLASH JOURNAL
20 h 00 - ALTITUDE 10 000
20 h 30 - UN FILM UN AUTEUR «On murmure dans la ville»
22 h 15 - JOURNAL et fin

*Dans la veine du film télé «Véronique», «Amigo» a été réalisé pour servir directement l'actualité, entendez celle de la bourgeoisie. Jugeons-en : Fernando, travailleur espagnol est barricadé chez lui ; il vient de tuer sa femme et sa fille. Son HLM est encerclé par la police. Alors que la foule massée à proximité demande qu'on abatte «le forcené», le commissaire, lui, cherche une solution pacifique. Foule raciste et violente, commissaire à visage «humain», voilà à peu près le tableau donné par le film. Un ami de Fernando passe devant le HLM. Doit-il intervenir ? C'est le débat instauré dans la suite. «Amigo» est visiblement une réalisation de propagande. Cela dit, il pose toute une série de questions : d'où viennent les actes de désespoir ? Qui est responsable des maladies nerveuses, des suicides ?

international

PORTUGAL

'restitution des terres' réclament les grands propriétaires

suite de la une

LE RIBATEJO DES PAYSANS MOYENS

Rio Maior, ville principale du Ribatejo, s'il faut en croire Galvao de Melo, dirigeant du CDS (extrême droite) est le poste frontière entre le Portugal des chrétiens et celui des « communistes athés ». Le Ribatejo est une région située au centre du Portugal entre les grandes plaines à blé de l'Alentejo et les montagnes du nord. Pour un paysan de la commune de Aveira da Cima : « Le Ribatejo est la région du Portugal où les terres sont les plus riches ». Les quelques grandes propriétés (Torre Bella, Bonbal...) sont devenues des coopératives. Le reste est composé de petits et moyens paysans. Avec la tendance actuelle, les paysans moyens emploient de plus en plus comme ouvriers agricoles ceux qui ont des « lopins de terre » insuffisants pour vivre.

«MESSIEURS» EN MERCÈDES

Ce sont ces moyens propriétaires qui forment la plus grande part des meetings organisés à Rio Maior. Le 24 novembre, le «secrétariat national des agriculteurs» a organisé une première réunion à la fin de laquelle des barraques bloquaient les routes menant à Lisbonne. Le 8 décembre, le CDS organi-

se un meeting de 5 000 personnes. Dimanche 14 décembre, une réunion convoquée par ce secrétariat réunit 10 000 «agriculteurs» venus de tout le pays. Autour du lieu du meeting, de nombreuses voitures particulières telles que Mercedes, BMW et autres..., sur l'esplanade où se déroule le meeting, des paysans côtoient des «Messieurs» en costumes élégants. L'ambiance est survoltée (journalistes insultés et menacés, groupes organisés prêts à se battre), renforcée par des discours extrêmement violents ; ainsi un orateur accuse : «Le secrétaire d'Etat à l'agriculture vient de créer des camps de travail comme il y en a en Sibérie» et demande sa démission immédiate, la salle scandant «Assassin, assassin!». Les orateurs attaquent très durement le ministre de l'agriculture, Lopes Cardoso, membre du PS. Ainsi le PS se voit nettement débordé sur sa droite. Des appels à la création de milices armées pour empêcher l'occupation des terres ont été lancés. L'ardeur des «groupes» a dépassé même les espérances des organisateurs (membre du PPM ou des CDS). Ainsi fut votée à l'unanimité, moins le secrétariat, une motion demandant : «La restitution de toutes les terres à leurs anciens propriétaires». Le commandant de la région militaire de Lisbonne, le brigadier Vasco Lourenço, avait ob-

tenu des organisations, que la réunion se déroule dans le calme, mais l'Ecole Pratique de Cavalerie était en état d'alerte, répondant à la crainte des membres des coopératives à la suite de diverses provocations à la fin de la semaine (arrestations des responsables des coopératives...etc).

tiative de la loi sur les fermages». (cette loi fixe un prix de location maximum pour les terres). «le gouvernement a jusqu'au 15 janvier pour appliquer ces mesures».

Or Melo Antunes a déclaré récemment que : «Les lois sur la réforme



A DROITE DU PS

La présence de Jaime Nevès, colonel du régiment du commando a été très remarquée ; il a déclaré : «Je suis ici au milieu de mes amis et du peuple Portugais».

Enfin, la motion envoyée au gouvernement réclame : «La suppression immédiate de la loi sur les expropriations» et «l'interdiction définitive et éternelle de toutes les occupations de terres cultivées, la suppression im-

meuble ne seront en aucune façon remises en cause. Seuls, les abus dépassant le cadre de la loi seront punis».

Les revendications présentes sont claires : elles ne concernent que les grands propriétaires, et non «tous les agriculteurs» que ce «secrétariat» prétend représenter. Elles marquent la constitution d'une tendance d'extrême-droite, dépassant de loin les objectifs de remise en ordre des initiateurs sociaux-démocrates du coup du 25 novembre.

le quotidien du peuple

le «libéralisme» du nouveau gouvernement espagnol

de la poudre aux yeux !

Hélène VARJAC

«Espagne : c'est la fin du franquisme. Le nouveau gouvernement lance un programme libéral» («Le Figaro»). «L'Espagne est en train de changer, nous déclare le comte de Motrico, nouveau ministre des affaires étrangères» et «le langage du libéralisme» («Le Monde»). «Libérations», plus prudent quand même, estime cependant que «des changements pourraient intervenir tout d'abord dans le domaine où Fraga» (Iribane, nouveau ministre de la police) «est désormais le maître». Mais quand même, «sur le plan de la répression, la continuité est toujours de rigueur». Quant à «L'Humanité», elle titre : «Le gouvernement annonce une «extension des libertés», mais cette promesse ne s'est pas encore concrétisée». Pas encore ! Autant dire que l'organe central du P«C»F entretient, lui aussi, des espoirs de «démocratisation» interne du régime.

Le vague, la minceur des orientations annoncées hier par le nouveau gouvernement espagnol ne laissent pourtant guère la place aux illusions qu'on entretient ainsi. «Élargissement des bases des instances représentatives» ; «extension des liber-

tés et droits des citoyens, spécialement le droit d'association», «la critique responsable est une façon de participer», «L'unité de l'Espagne sera renforcée par la reconnaissance institutionnelle de toutes ses régions». Traduisons : donner au régime un vernis parlementaire. Permettre à ceux des partis politiques qu'on voudra bien laisser exister de s'exprimer. Relâchement de la censure, qu'il n'est pas question de supprimer. Maintien forcé des nationalités basque, catalane et galicienne dans le cadre de l'Etat central espagnol. Pendant ce temps, des milliers d'anti-fascistes croupissent toujours en prison. Le droit de grève et de manifestation n'est toujours pas reconnu, et les manifestations sont sauvagement réprimées par la police.

Toute cette «libéralisation» n'est que poudre aux yeux, destinée à faciliter «l'intégration dans la communauté européenne», qui figure aussi au programme, et pour laquelle divers gouvernements, dont le nôtre, rencontrent trop d'obstacles dans le soutien apporté par leurs peuples aux luttes anti-fascistes des masses espagnoles. En aucun cas, nous ne devons nous laisser démobiliser.

la guerre d'agression de l'iran en oman

DECLARATION DU REPRESENTANT DU FRONT POPULAIRE DE LIBERATION (FPLO)

Récemment, la presse bourgeoise faisait état de déclarations du sultan d'Oman, selon lesquelles la victoire militaire serait acquise sur le Front de Libération d'Oman, mouvement anti-impérialiste qui mène depuis des années la lutte dans la région. Cependant, le sultan ne faisait pas la moindre allusion à un éventuel retrait des troupes iraniennes d'occupation, qui sont depuis 1973 le fer de lance de la répression dans le pays : c'est dire qu'en fait, elles sont contraintes de continuer la guerre, que le Front continue le combat. C'est ce que confirme le représentant du FPLO, de passage à Paris, que nous avons rencontré.

Quel est le rôle de l'Iran dans la région, et dans l'agression contre le peuple Oman ?

—Le rôle de l'Iran dans la région fait partie du plan de l'impérialisme américain dans la patrie arabe. L'Iran joue le rôle principal dans la région du Golfe et de la péninsule arabique. Actuellement, les USA appliquent le principe : utiliser les Etats réactionnaires dans la région, les renforcer pour qu'ils puissent s'opposer aux mouvements nationaux dans ces pays et à l'extérieur de ces pays.

LA STRATÉGIE AMÉRICAINE

Cette stratégie améri-

caine ne suppose pas du tout l'inexistence de la présence directe des Américains, mais c'est la carte ultime : en cas d'échec des réactionnaires dans la région, à ce moment, l'impérialisme américain interviendrait directement.

Les Etats-Unis accordent toute l'aide matérielle et technique aux régimes réactionnaires. A Oman, la présence étrangère directe participe à la répression contre le FPLO et contre le peuple Oman.

Cette stratégie américaine est apparue au Vietnam, car l'impérialisme américain a vu que son action directe contre tout mouvement national dans

un pays coulait beaucoup, conduisait à un échec et entraînait des problèmes aux Etats-Unis même. Ce principe a changé : au Vietnam, les Etats-Unis ont fait intervenir la Corée, la Thaïlande et l'Australie dans la guerre contre le peuple vietnamien.

LE GENDARME INTÉRIEUR

L'Iran, joue le rôle de gendarme dans la protection des intérêts impérialistes dans le Golfe, qui sont principalement américains (60 % des intérêts pétroliers, les 40 % restants sont partagés entre la Grande-Bretagne, la France, l'Allemagne de l'Ouest, le Japon, et la Hollande).

L'Iran protège 60 % des réserves mondiales de pétrole, nécessaires aux intérêts des Etats occidentaux qui ne peuvent assurer en permanence la protection de leurs intérêts, et en chargeant le shah. A l'Iran aussi le rôle de protéger les passages du pé-

trole dans le golfe vers l'extérieur.

L'Iran est passé aux actes : d'abord en installant des bases militaires du côté arabe du golfe. Ces bases ont commencé à être installées dès 1971 dans les îles que l'Iran a occupées : installation de la marine iranienne à Abou Moussa, radar à la Grande Tomb. L'aviation et la marine iraniennes interviennent à tout moment dans les eaux territoriales des pays arabes du Golfe. Ces bases militaires sont un point de départ pour une intervention dans la péninsule arabique.

L'IRAN EN OMAN

L'autre rôle de l'Iran c'est de réprimer les mouvements nationaux en Iran et dans la péninsule arabique. Quand la Grande-Bretagne s'est trouvée dans l'impossibilité de lutter contre la révolution en Oman, un accord a été passé avec les USA pour que l'Iran intervienne dans le conflit. Depuis longtemps, l'Iran était préparé à ce rôle : des armes lui

sont envoyées qui dépassent de loin ses besoins.

En Oman, l'intervention iranienne a commencé en décembre 1973. A présent, c'est l'Iran qui supporte le plus le poids de la guerre d'agression. L'intervention iranienne a commencé, suivant les déclarations des autorités iraniennes, pour ouvrir la route de Salalah à Thawrit, (la ligne rouge). En fait l'intervention iranienne a dépassé la ligne rouge et l'Iran joue le rôle principal dans la guerre.

L'Iran a créé des bases maritimes et aériennes dans tout Oman. Certaines au Dhofar, toutes pro-

ches de la République Démocratique du Yémen. A Salalah, l'Iran utilise l'ancienne base créée par les Britanniques.

Donc, c'est l'Iran qui joue le rôle de gendarme contre le peuple et contre la révolution. Ce qui est dangereux, c'est que la présence militaire iranienne ne peut plus être contrôlée par le Sultanat. Il est vrai que c'est lui qui l'a demandée ; mais ce sont les Iraniens qui finalement contrôlent la situation en Oman.

recueilli par Y. el Khalil demain : multiples interventions extérieures

FRONT ROUGE
organe central du PCR (ml)
le N° 2 est paru
passez vos commandes à
FR BP 161 75864
Paris Cedex 18
5 F l'exemplaire
CCP 31 191 14 La Source